

Le CCFD-Terre Solidaire réaffirme la nécessité de poursuivre prioritairement la construction du « Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition », basé sur la réforme du Comité de la sécurité alimentaire (CSA) réunissant les 183 membres de la FAO, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Cette réforme vise à construire une gouvernance mondiale de l'alimentation, sous l'égide de l'Onu en intégrant dans le CSA les organisations internationales, la société civile (organisations de producteurs et ONG) et le secteur privé. Le G20 peut jouer un rôle d'impulsion politique ou catalyser de nouveaux financements mais doit impérativement inscrire son action dans le cadre de cette structure de gouvernance légitime et inclusive.

Nous attendons en particulier du G20 un engagement ferme en faveur de la lutte contre la volatilité des prix agricoles qui affecte autant les producteurs que les consommateurs. Le Président de la République française a d'ores et déjà fait savoir que c'était là l'une des priorités de sa présidence.

Pour la société civile, la lutte contre la volatilité des prix doit être menée autour de trois axes prioritaires :

**1 La reconstitution de stocks alimentaires régionaux ou mondiaux**, tant pour offrir des réserves de sécurité que pour réguler la volatilité des prix agricoles mondiaux et nationaux dans le cadre d'une gouvernance multilatérale.

**2 L'interdiction de la spéculation financière sur les marchés agricoles virtuels et l'encadrement des pratiques sur les marchés physiques** en obligeant les investisseurs à déclarer et enregistrer la totalité de leurs transactions sur les marchés de matières premières, et en imposant des « limites de positionnement » à tous les acteurs d'un marché de matière première donnée.

**3 La valorisation, dans le cadre de l'OMC, de pratiques commerciales à même de réguler les marchés intérieurs et les prix** dans un objectif de sécurité alimentaire des populations (droits de douane variables à l'importation, taxes à l'exportation).

### **Le G8 de Deauville place le partenariat avec l'Afrique au centre de son agenda. Partenariat Afrique-G8 : quels enjeux ?**

Le CCFD-Terre Solidaire ne considère pas le G8 comme un espace légitime de gouvernance et estime que le système des Nations Unies doit être le lieu où s'organisent les échanges et les décisions entre les pays riches et les pays en voie de développement. Il déplore également que l'agenda clairement libéral du sommet entérine le partenariat entre les pays membres du G8 et le NEPAD qui ne représente ni l'ensemble des Etats africains ni les sociétés civiles. Enfin, si le G8 souhaite afficher son soutien aux processus de transition démocratique en cours en Afrique, la question de la démocratie n'est pas clairement inscrite à l'agenda de travail.

L'Afrique subsaharienne et ses 850 millions d'habitants concentrent beaucoup des enjeux du développement pour le siècle à venir. La région qui devrait compter 1,8 milliards d'habitants en 2050 connaît depuis le milieu des années 1990 une croissance moyenne de 5 % et, malgré le ralentissement lié à la crise mondiale, elle devrait se poursuivre à un rythme soutenu en 2011 (5% selon le FMI). Malgré la diversité des situations et des expériences selon les pays, des progrès ont été effectués depuis les années 1970 en termes d'indice de développement humain qui enregistre des progressions importantes largement dues aux gains dans les domaines de l'éducation et de la santé publique (c'est le cas pour l'Ethiopie, le Bénin ou le Burkina Faso). Au niveau démocratique, bien que l'on puisse déplorer des processus électoraux encore fragiles ou manipulés et une certaine faillite du leadership dans la résolution des crises locales ou dans la récente crise de succession électorale en Côte-d'Ivoire, il faut noter les évolutions positives que constituent la résolution des conflits civils (Angola, Mozambique, Ouganda, Sierra Léone) ou les dynamiques d'alternance politique (Ghana). L'Afrique subsaharienne connaît aussi de graves difficultés : la faim, le pillage minier

et les transactions financières illicites.

Les pays membres du G8 ne peuvent donc pas se contenter d'un discours « afroptimiste » et doivent prendre toute la mesure des défis sociaux, économiques et environnementaux qui appellent en réponse justice, équité et responsabilité. Les taux de croissance ou le montant des investissements directs étrangers ne suffisent pas à décréter le développement qui doit avant tout tendre à la satisfaction des besoins humains fondamentaux, à la redistribution des richesses, à l'affirmation des droits des peuples et à la durabilité des modèles. Comme le souligne le PNUD, le développement ne se mesure pas au taux de croissance. La qualité des processus et les progrès effectifs au niveau de l'éducation, de l'alimentation et de la santé doivent être pris en compte.

Pour le CCFD-Terre Solidaire, le sous-développement et le mal-développement trouvent leurs causes dans des choix stratégiques discutables en matière de politiques de développement, dans la cupidité de certains groupes et dans la dérégulation économique et l'opacité financière. Aussi, à nos yeux les réussites majeures de l'Afrique contemporaine sont à mettre à l'actif du renforcement et de la mobilisation des sociétés civiles qui font entendre leurs voix que ce soit dans le combat pour l'abolition de la dette externe des pays africains ou dans la dénonciation des Accords de partenariat économique depuis 2007.

### **Afrique : le respect des engagements, la régulation des multinationales et la cohérence des politiques pour la paix et la sécurité au cœur des enjeux de ce G8.**

#### **- Le respect des engagements en matière de sécurité alimentaire**

Lors du G8 de l'Aquila, les Etats membres s'étaient engagés à débloquer 22 milliards de dollars d'ici 2012 en faveur de la sécurité alimentaire. Le rapport « redevabilité » du G8, rendu mi-mai, souligne que seulement 22% des sommes promises ont été réellement décaissées et 26% sont « en voie de l'être ». De plus, l'impact réel de ces investissements n'est pas mesuré, la question de l'efficacité n'ayant pas été intégrée dans la méthodologie du rapport. Enfin, l'aide comptabilisée inclut des financements sans lien direct avec la sécurité alimentaire. Le CCFD-Terre Solidaire attend des représentants des Etats du G8 qu'ils poursuivent leurs efforts en matière de redevabilité en intégrant la question de l'impact et en assurant l'apport de financements nouveaux et non d'enveloppes budgétaires réorientées.

#### **- La régulation des activités des multinationales, une condition aux investissements privés**

La coopération entre le NEPAD et le G8 fait la part belle aux investissements privés. Pour le CCFD-Terre Solidaire, une telle orientation ne pourra servir le développement que si les multinationales contribuent fiscalement aux recettes des Etats africains, et veillent au respect des droits sociaux et environnementaux. Or les fuites de capitaux en Afrique subsaharienne s'élevaient en 2008 à 140 milliards d'euros par an, soit plus de quatre fois le montant consacré cette même année à l'aide publique au développement. Les investissements privés, souvent tournés vers les cultures d'exportation, posent également la question cruciale du type d'agriculture promu pour l'Afrique. Pour le CCFD-Terre Solidaire, le soutien aux agricultures familiales est une priorité pour lutter efficacement contre le fléau de la faim.

#### **- Une autre approche de la paix et de la sécurité en Afrique**

Pour le CCFD-Terre Solidaire l'approche essentiellement sécuritaire et militaire des pays du G8 face aux crises sur le continent notamment au Sahel ne peut seule permettre une résolution durable des conflits. Il appelle à des efforts accrus pour soutenir la structuration et le renforcement des sociétés civiles des pays en crise. Le CCFD-Terre Solidaire attend par ailleurs du G8 qu'il poursuive ses efforts pour endiguer le rôle néfaste joué par l'exploitation des ressources naturelles dans la déstabilisation du continent. Les pays du G8 ont également une responsabilité clé dans l'adoption d'un traité international effectif sur le commerce des armes en préparation aux Nations Unies.

### **Positions du CCFD-Terre Solidaire sur le G8 et le G20**

Le G20 reste à nos yeux, tout comme le G8, une instance illégitime au regard du mandat qu'il s'est octroyé. En raison de ce déficit de légitimité, c'est à ses États membres que nous adressons nos revendications, au vu de leurs

responsabilités dans la crise, en particulier dans la dérégulation et l'opacité qui l'ont favorisée.

Outre leur responsabilité propre, les pays du G20 doivent veiller à faire progresser la gouvernance mondiale et à renforcer les Nations unies, y compris en inscrivant le G20 dans un processus plus démocratique et représentatif.

En 2011, la présidence française du G8 et du G20 représente une opportunité majeure pour porter les revendications en faveur d'une meilleure régulation financière et d'un partage plus juste des richesses du monde ; les propositions portées par les sociétés civiles internationales sont plus mûres que jamais, les instruments possibles de régulation sont identifiés, et la France s'est déjà prononcée en faveur de telles régulations.

Deux priorités à faire avancer : réguler la finance (en finir avec les paradis fiscaux, l'opacité financière et l'évasion fiscale des multinationales ; taxer les transactions financières internationales au bénéfice de l'aide au développement) ; réguler les marchés agricoles (limiter la volatilité des prix et promouvoir une gouvernance alimentaire mondiale respectueuse de la souveraineté alimentaire des peuples). Plus largement, les enjeux liés à la gouvernance économique et politique mondiale seront au coeur de nos préoccupations.

### **G8 et G20 : des enjeux pour le développement et la solidarité :**

Acteur historique des mobilisations de la société civile à l'occasion des G8 (Sommet pour un autre monde lors du G8 d'Évian, 2003), le CCFD-Terre Solidaire a également travaillé sur l'agenda porté par la France au G20 Finances dès son origine, et s'est mobilisé pour interpeller le Sommet du G20 dès sa création. Une démarche associant expertise et recommandations à une mobilisation citoyenne et une interpellation de l'opinion : ainsi, pour alerter l'opinion sur les enjeux du développement liés aux décisions du G20, le CCFD-Terre Solidaire organise en novembre 2008 (G20 de Washington), avec la Coalition AMCP-Action mondiale contre la pauvreté, une action symbolique devant la cathédrale de Strasbourg, en marge des Journées européennes du développement. En mars 2009, en amont du Sommet de Londres, le CCFD-Terre Solidaire réunit, place de la Bourse à Paris, 40 représentants d'organisations partenaires du Sud et participe activement à la journée mondiale de mobilisation face au G20. Parallèlement, en juin 2010, à la veille du Sommet du G8/G20 à Toronto, le CCFD-Terre Solidaire organise un colloque international sur les paradis fiscaux à l'Assemblée nationale française, et réunit une délégation de responsables d'organisations de la société civile du Nord et du Sud, qui est reçue au Cabinet de Nicolas Sarkozy, au ministère des Finances et à celui des Affaires étrangères.

### **Un engagement cohérent pour le CCFD-Terre Solidaire**

S'inscrire dans une mobilisation internationale à cette échelle n'est pas nouveau pour le CCFD-Terre Solidaire, engagé depuis sa création il y a 50 ans, dans la construction de partenariats et d'alliances avec les sociétés civiles des pays du Sud. Il soutient aujourd'hui plus de 400 organisations dans 70 pays. Il a accompagné l'émergence de mouvements internationaux de petits paysans et pêcheurs, de migrants, d'acteurs de l'économie sociale et solidaire... Il a soutenu et s'est impliqué dans les synergies nées lors des Forums sociaux mondiaux depuis dix ans, la création de réseaux et plateformes régionaux ou thématiques, et les mobilisations conjointes lors des multiples sommets internationaux. Depuis plusieurs années, le CCFD-Terre Solidaire est engagé au sein de réseaux internationaux qui portent un travail de propositions afin de faire progresser le financement du développement, la justice fiscale, la régulation des entreprises multinationales, le droit à l'alimentation, etc. Il s'est inscrit activement dans le plaidoyer porté auprès des pouvoirs publics français sur ces sujets, permettant de faire évoluer sensiblement les positions et propositions défendues par la France sur la scène internationale. La présidence française du G8/G20 est l'occasion de pousser afin que ces efforts débouchent sur des décisions concrètes. En particulier dans la lutte contre l'évasion fiscale, l'un des engagements pris par le G20 de Londres et sur lequel il n'a pas progressé depuis. C'est dans ce but que le CCFD-Terre Solidaire a lancé en septembre 2010 une vaste campagne de communication et de sensibilisation des citoyens français « Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux » qui durera jusqu'au Sommet du G20, afin de mobiliser largement l'opinion et donner du courage politique aux décideurs français et aux pays du G20. Nous sommes aussi membre fondateur du Collectif G8/G20 France 2011 qui réunit diverses organisations et coordonne les mobilisations de la société civile.